



ENQUÊTE SUR UN SCANDALE POLITIQUE

À Menton, ville de 20 000 habitants, le maire et sa femme dirigent la ville depuis plus de 20 ans d'une main de fer. Et malheurs à ceux qui osent se dresser sur leur chemin...

J-C. Guibal C. Giudicelli Main basse sur Menton

Entrevue : Jean-Claude Guibal, 69 ans, et son épouse, Colette Giudicelli, 67 ans, forment à Menton le couple politique français ayant le plus de mandats. Depuis 20 ans, Guibal est député-maire UMP de Menton et vice-président de la Carf (Communauté d'agglomération de la Riviera française). Elle, est sénatrice depuis 2008, élue première adjointe au maire de Menton en 1989 (la loi sur le cumul l'a contrainte à devenir conseillère municipale), depuis 2004 vice-présidente du conseil général chargée des finances, et vice-présidente de la Carf de-

puis 2002. Peu connus en dehors de leur région, les Guibal ont dans leur bastion une triste réputation : celle de neutraliser toute contestation. Surnommés par certains les Ceausescu, rien ne semble les arrêter quand il s'agit de faire régner leur loi. Gestion des fonds publics douteuse, harcèlement, pressions. Nous nous sommes rendus à Menton et avons enquêté pendant six mois, en rencontrant des personnes ayant côtoyé le couple Guibal. *Entrevue* vous entraîne au cœur d'une ville qui résiste encore aux lois de la République. >>>



Jean-Michel Oberto, Auditeur



En 12 ans, sur une centaine de missions réalisées, un seul problème : Menton !

Contacté, Jean-Michel Oberto, n'a pas souhaité commenter le contenu de l'audit que nous diffusons. Mais il a accepté de revenir sur le contexte de sa mission.

Entrevue : En quoi l'audit de l'office du tourisme de la ville de Menton était-il différent des autres ?

Jean-Michel Oberto (PDG de JMO Consulting) : Lorsque le cabinet a été choisi en novembre 2003, Michel Giraudet, le directeur général des services, m'a reçu. Il venait d'arriver et souhaitait un audit sur tous les domaines : financier, personnel, marketing, juridique, communication. Il flairait le panier de crabes. Et en effet, en 12 ans, sur une centaine de missions réalisées, un seul problème : Menton !

Qu'avez-vous découvert ?

Rapidement, on réalise que l'odeur est nauséabonde. Tout le monde a peur de tout le monde. Il y avait une ingérence permanente et un mélange des genres. La première adjointe, Colette Giudicelli, la femme du maire Jean-Claude Guibal, qui n'avait aucune fonction juridique légale ou officielle dans l'office du tourisme, y intervenait tous les jours.

« Jean-Claude Guibal s'est toujours opposé à la publication de cet audit. »

Pourquoi cet audit n'a-t-il jamais été publié alors qu'il a été réalisé sur des fonds publics ?

À l'issue de notre mission, de novembre 2003 à juillet 2004, qui s'est achevée par la remise de l'audit, le maire a tenté de mettre en cause la qualité du travail effectué. Or, ce rapport a été réalisé par une équipe de professionnels qui n'a jamais connu aucun problème auparavant. Sans doute faut-il y voir le fait que certaines de nos conclusions étaient particulièrement gênantes pour le maire et ses proches... Depuis, Jean-Claude Guibal s'est toujours opposé à la publication de cet audit. Son contenu révèle pourtant des faits bien réels et tous éprouvés.

Comment cela s'est terminé ?

Suite à la remise de l'audit, nous avons reçu un étrange courrier émanant du maire. Il nous demandait de revoir le rapport en prétextant des incohérences. Mais on sentait bien que l'idée première était plutôt de carrément réécrire l'audit. J'ai évidemment refusé. Ils m'ont alors menacé de ne pas me payer. À mon tour, je leur ai indiqué mon intention de les mettre au tribunal administratif. Et alors, miracle ! Ils m'ont aussitôt réglé à hauteur de plus de 90 % de la facture. C'est bien la preuve que notre équipe n'avait rien à se reprocher et que l'audit réalisé était de qualité. ■

J-C. Guibal - C.

L'audit explosif qui n'a



Exclusif

Audit de l'Office du Tourisme de Menton
Rapport Final

Mairie de Menton
juillet 2004

1 Un audit accablant > Depuis 1989 et leur accession à la Giudicelli ont pris leurs aises. Nous nous sommes procuré l'audit l'office du tourisme et la commune de Menton. Constat lards de France : ingérence, copinage, harcèlement, pressions, maire et son épouse enchainent les entorses à la loi. Jusqu'à présent, ils

Les dépenses publiques explosent



6 Subventions > Au fil des ans, pour évincer les collaborateurs gênants, le couple Guibal-Giudicelli crée des services parallèles et recrute des adjoints acquis à sa cause. Cette politique coûte cher au contribuable. En sept ans, les dépenses s'envolent et les subventions publiques passent de 500 000 à 2 millions d'euros. ■

Giudicelli : main basse sur Menton

jamais été publié

Personnel incompetent

Giudicelli enfreint la loi

- L'organisation humaine mise en place ne fonctionne pas

- Un certain nombre de dysfonctionnements et d'irrégularités graves (ex: prime exceptionnelle) ainsi que des situations de personnel illégales ont été mis en exergue



tensions entre certains employés qui se cotoient quotidiennement.

mairie de Menton, Jean-Claude Guibal et Colette réalisé entre novembre 2003 et juillet 2004 sur accablant pour des élus parmi les plus cumurés mauvaise gestion des fonds publics... Le n'ont jamais été inquiétés...

2 Dysfonctionnements > L'audit pointe l'incompétence de certains employés : ex-directrice d'hôtel, ancien patron de commerce d'articles de pêche. Pour les Guibal, l'important, c'est la soumission du personnel.

3 Ingérence > L'office du tourisme est indépendant de la mairie. Pourtant, Colette Giudicelli y intervenait régulièrement lorsqu'elle était première adjointe de son mari, ce qui est rigoureusement interdit.

Une guerre des clans

2. L'organisation et le fonctionnement internes
2.1 L'organisation générale (suite)

L'argent public dilapidé

2. L'organisation et le fonctionnement internes
2.2 Le fonctionnement général

Ceci conduit à des erreurs d'appréciation répétées, des absences de décisions conduisant à des pertes financières et des gaspillages importants pour l'EPIC, comme:

Des tensions entre certains employés qui se cotoient quotidiennement.

Ceci conduit à des erreurs d'appréciation répétées, des absences de décisions conduisant à des pertes financières et des gaspillages importants pour l'EPIC, comme:

4 Tension > À la mairie comme à l'office du tourisme de Menton, Giudicelli fait régner une ambiance délétère. Insultes, coups bas, les salariés sont fliqués et craignent les excès d'humeur de l'épouse du maire.

5 Gaspillage > Les exemples de mauvaise gestion du maire et de sa femme sont nombreux : 1500 brochures du festival de musique et 7800 programmes de théâtre jetés, 8800 cendriers de plage non distribués...

Augmentations suspectes



7 Salaires > Durant leur mandat, les salaires des proches collaborateurs du maire et de sa femme explosent. Celui d'un cadre passe de 1459 à 4042 euros en 8 ans. Une augmentation de 177%!

La magouille des primes

Le système des primes exceptionnelles

La Direction Générale (M. R. P. et W. K.) a détourné les modalités d'application de cette délibération en sortant du cadre légal défini, en établissant des faux de façon systématique, en appliquant la délibération de façon partielle, voire en inventant des tâches non effectuées.

au lieu de multiplier le nombre d'heures par le taux prévu dans la délibération (soit 7,62€ dans le meilleur des cas pour un coordonnateur), on le multiplie par le taux des heures supplémentaires classiques (limitées à 50h par an et par employé dans le cadre des lois sur les 35h) qui est évidemment beaucoup plus élevé (soit 14,86€) en ayant soin, de plus, de rajouter 25%, 50% et 100% en fonction du jour travaillé (soir, samedi ou dimanche)

Direction Générale a profité elle-même du système mis en place

Certains employés ont été écarté du système mis en place

- Le système perdure depuis 2000

8 Hors la loi > Les Guibal ont instauré un système de primes exceptionnelles selon un procédé que l'audit juge illégal et frauduleux. Les heures supplémentaires sont payées selon un taux défini par le maire.

Tarif des heures sup doublé

Le système de primes exceptionnelles (su...)

au lieu de multiplier le nombre d'heures par le taux prévu dans la délibération (soit 7,62€ dans le meilleur des cas pour un coordonnateur), on le multiplie par le taux des heures supplémentaires classiques (limitées à 50h par an et par employé dans le cadre des lois sur les 35h) qui est évidemment beaucoup plus élevé (soit 14,86€) en ayant soin, de plus, de rajouter 25%, 50% et 100% en fonction du jour travaillé (soir, samedi ou dimanche)

Direction Générale a profité elle-même du système mis en place

Certains employés ont été écarté du système mis en place

- Le système perdure depuis 2000

9 Un système qui rapporte > En septembre 2003, un employé a ainsi reçu une prime de 3939 euros. Divisé par le taux légal horaire, cela correspond à 517 heures supplémentaires dans le mois!



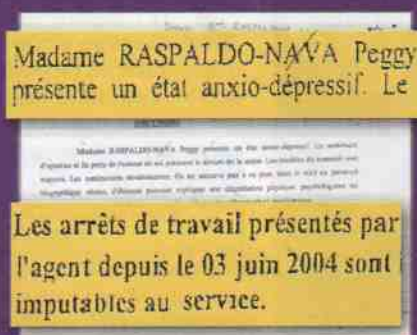
1 Incendie. > En 2004, Michel Gros est le directeur des animations de la mairie de Menton. Il suspecte des irrégularités dans la gestion de la mairie. Manque de chance pour lui, son véhicule et son scooter sont brûlés en pleine nuit... Coïncidence? ■



2 Micros. > Michel Gros, toujours lui, a découvert par inadvertance en 2005 des micros cachés dans son bureau, à la mairie de Menton. Selon lui, il aurait été espionné par le couple Guibal, qui aurait cherché à savoir ce que Gros savait sur les irrégularités dans la gestion des comptes... ■



3 Le diable. > Angèle Raybaud a été conseillère municipale de Menton pendant six ans. Un jour, elle a voulu entrer dans la mairie avec des glaïeuls et des œillets. Colette Giudicelli a alors fait le signe du diable et empêché M^{me} Raybaud de rentrer avec des œillets car pour elle, ça portait malheur! ■



4 Humiliation. > En 2004, la mairie reproche à M^{me} Nava des relations trop proches avec le directeur général des services. Elle est rétrogradée, passant d'agent de service titulaire à agent d'entretien. Une vraie humiliation! Depuis, elle souffre d'anxiété, de dépression et d'autres troubles psychiatriques. ■

Michel Gros
Directeur animations



“ J’ai découvert un micro dans mon bureau. ”

Michel Gros a travaillé à Menton de 1991 à 2009. Il était directeur des animations de la ville.

Entrevue : Comment s’est passée votre collaboration à la mairie de Menton ?

Michel Gros : J’ai été engagé car j’habitais la région. Jusqu’en 2000, je n’ai eu aucun souci. À partir de 2000, je me suis rendu compte qu’il y avait des problèmes à l’office de tourisme.

C’est pour ça qu’il y a eu un audit ?

Oui. Michel Giraudet, directeur général des services, est arrivé. Il a flairé que c’était le « bordel ». Il a obtenu un audit. Il m’a convoqué et je lui ai confirmé qu’il y avait des choses bizarres. Suite à ça, Guibal et Giudicelli voulaient récupérer les 62 auditions du personnel, réalisées dès le début de l’audit...

Il y a eu des représailles contre ceux qui les mettaient en cause ?

Il y a des faits troublants. Le 9 mars 2004, mon domicile a été cambriolé, tout était retourné. Puis en mai, j’ai appris que Giraudet était viré : Colette Giudicelli avait fait courir le bruit qu’il était impliqué dans une affaire de pédophilie. Et le 9 juillet, à deux heures du matin, ma femme m’a réveillé en pleine nuit, car elle avait entendu des crissements de pneus et une explosion. Ma voiture et ma moto étaient en train de brûler !

Vous avez reçu d’autres intimidations ?

J’ai reçu un courrier me disant que je devais faire preuve d’une attitude de soumission vis-à-vis de mes supérieurs. Chose troublante, en octobre 2005, j’ai découvert un micro dans mon bureau. Il était dissimulé dans un halogène.

Selon vous, Menton serait une dictature ?

À Menton, soit les gens sont virés, soit on les met au placard, ce qui fait exploser les finances ! Menton est dirigé depuis des années par un poulpe à deux têtes. Les tentacules sont les chefs de service, les ventouses, le petit personnel. Pour durer à Menton, il y a quatre règles : LDB (langue de bois), CDP (chape de plomb), MAP (manomètre à pression), et SAE (soumission aux élus). ■

Bruno Quivy
Directeur de com



“ Giudicelli fonctionne à la terreur ! ”

Bruno Quivy a été directeur de la communication de la mairie de Menton de 2003 à 2005...

Entrevue : Vous avez été directeur de communication ?

Bruno Quivy : Oui. Il faut savoir qu’il y a eu 22 directeurs de communication en quinze ans. Pour durer dans cette mairie, il fallait être bien avec Colette Giudicelli.

Qu’avez-vous à reprocher au couple Guibal-Giudicelli ?

Ils sont paranos alors qu’ils sont dans un bassin électoral qui leur est acquis.

Pourquoi dites-vous qu’ils sont paranos ?

Dans le bureau de Hugon, l’homme de main de Guibal, il y avait le terminal de vidéo surveillance de la police municipale !

Giudicelli : main basse sur Menton

espionnés, mis au placard et harcelés moralement



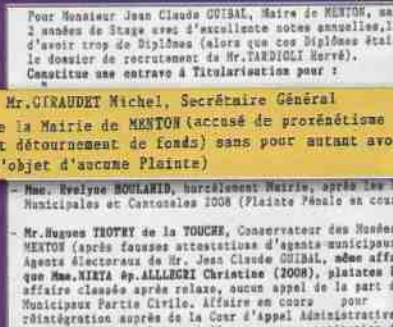
5 Harcèlement >
En 2001, Michel Allegri, employé à la mairie de Menton, est accusé à tort de vol et d'abus de biens sociaux. Il entre en dépression. En 2004, lors d'une expertise, son état est imputé au harcèlement moral qu'il subit à la mairie. En août 2009, Michel Allegri, à bout moralement, ne s'en remettra pas... ■



6 Suicide > Isabelle Verrier, un agent de police municipale, faisait une dépression. Elle était en arrêt de travail et ne touchait que la moitié de son salaire. Alors qu'elle voulait reprendre le travail et que l'expertise était d'accord, la mairie a refusé qu'elle reprenne son poste. Elle s'est suicidée en 2009. ■



7 Dévaluation >
Chaque année, le maire attribue une note à ses employés. Plus la note est haute, plus la prime de fin d'année est importante. Une employée nous a confié que Guibal avait fait passer sa note de 16 à 5 sur 20, car elle se serait rapprochée d'un opposant. Sa prime est passée de 1200 à 40 euros... ■



8 Proxénétisme >
Michel Giraudet était secrétaire général de la mairie de Menton. Selon plusieurs témoins, lorsqu'il a pris acte d'irrégularités dans la gestion, le couple Guibal a fait courir la rumeur que Giraudet était impliqué dans une affaire de proxénétisme et même de pédophilie. Et ce sans avoir fait l'objet d'aucune plainte! ■

Un soir, je suis allé voir le match Monaco-Galatasaray. J'étais avec Giraudet, qu'ils détestent ! Ce soir-là, Giudicelli m'a appelé une trentaine de fois. Ma femme m'a dit que la police municipale était même passée à la maison pour venir me chercher, car je ne répondais aux appels de Colette Giudicelli ! C'est du harcèlement ! Giudicelli fonctionne à la terreur !

Comment expliquez-vous que Colette Giudicelli soit devenue sénatrice ?
Je suis estomaqué qu'elle ait obtenu ce poste. Mais c'est grâce à la parité.

Qui a le plus d'influence ? Guibal ou sa femme, Colette Giudicelli ?
Aux yeux du public, Guibal est un peu dominé. Mais en vrai, Guibal est malin, car il passe pour le soumis alors que ce n'est pas vraiment le cas...

Vous dites que Guibal profiterait d'avantages en nature ?
Les frais de Guibal sont justifiés comme étant des frais de « protocole ». Or, le chef du protocole, Leonelli, est le frère d'un adjoint d'Estrosi. Un jour, je lui ai demandé si cela ne le gênait pas de signer les factures de cigares, de pressing, de chauffeur, etc. Il m'a répondu que non. ■

Danielle Vassalo Employée de mairie



Les Guibal sont machiavéliques.

Danielle Vassalo a travaillé à la mairie de Menton de 1964 à 2004. Elle raconte...

Entrevue : Vous avez été victime de harcèlement ?

Danielle Vassalo : Oui. En 1992, on me fait remettre par ma pire ennemie, M^{me} Pironi, une note de service dans laquelle on m'informe que je suis mutée à la caserne des sapeurs pompiers. Mais il n'y avait aucun travail, c'était dans un garage fermé sans fenêtres, sans lumière. C'était ma punition.

Pourquoi ?
Les Guibal sont machiavéliques. Je gênais car je savais trop de choses. Par exemple, ils avaient besoin de garder mon mari, qui a été chauffeur de 1989 à 2005. Et pour cela, il fallait qu'ils se débarrassent de moi. Mon

mari travaillait la nuit, et il a perdu la boule. Pour moi, Guibal nous a fait séparer. Et plus tard, un médecin de la mairie est même allé jusqu'à vouloir me faire passer pour folle. Il voulait que je quitte la mairie.

Pourquoi tant d'acharnement ?
Je gênais car j'appartenais au syndicat FO. En 1995, on a donné des consignes à mon sujet : « Ne lui donnez rien à faire, mettez-la dans un coin sans téléphone. » Aux élections de 1995, j'ai pris parti pour l'adversaire. Le lendemain, on m'a mis à la voirie et à l'entretien et la surveillance des toilettes publiques. En 1997, j'ai eu un accident du travail avec responsabilité de la ville. Ils ne voulaient pas faire de déclaration. Je suis restée trois ans sans être payée.

Il y a eu d'autres victimes ?
Oui, par exemple, monsieur Torres, qui travaillait à la mairie aussi. Pour le faire craquer, ils lui ont demandé de décoller des chewing-gums dans la rue piétonne. Il a eu un malaise cardiaque. Il a failli mourir.

Vous n'avez pas porté plainte ?
Ce qui m'a sauvée, c'est que j'appartenais à un syndicat, Force Ouvrière. J'ai obtenu 30 % de rente d'invalidité pour cause de harcèlement moral. ■

Giudicelli : main basse sur Menton

espionnés, mis au placard et harcelés moralement

5 Harcèlement >

En 2001, Michel Allegri, employé à la mairie de Menton, est accusé à tort de vol et d'abus de biens sociaux. Il entre en dépression. En 2004, lors d'une expertise, son état est imputé au harcèlement moral qu'il subit à la mairie. En août 2009, Michel Allegri, à bout moralement, ne s'en remettra pas... ■

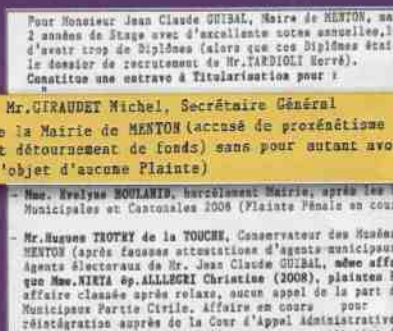


6 Suicide >

Isabelle Verrier, un agent de police municipale, faisait une dépression. Elle était en arrêt de travail et ne touchait que la moitié de son salaire. Alors qu'elle voulait reprendre le travail et que l'expertise était d'accord, la mairie a refusé qu'elle reprenne son poste. Elle s'est suicidée en 2009. ■

7 Dévaluation >

Chaque année, le maire attribue une note à ses employés. Plus la note est haute, plus la prime de fin d'année est importante. Une employée nous a confié que Guibal avait fait passer sa note de 16 à 5 sur 20, car elle se serait rapprochée d'un opposant. Sa prime est passée de 1 200 à 40 euros... ■



8 Proxénétisme >

Michel Giraudet était secrétaire général de la mairie de Menton. Selon plusieurs témoins, lorsqu'il a pris acte d'irrégularités dans la gestion, le couple Guibal a fait courir la rumeur que Giraudet était impliqué dans une affaire de proxénétisme et même de pédophilie. Et ce sans avoir fait l'objet d'aucune plainte! ■



Un soir, je suis allé voir le match Monaco-Galatasaray. J'étais avec Giraudet, qu'ils détestent! Ce soir-là, Giudicelli m'a appelé une trentaine de fois. Ma femme m'a dit que la police municipale était même passée à la maison pour venir me chercher, car je ne répondais aux appels de Colette Giudicelli! C'est du harcèlement! Giudicelli fonctionne à la terreur!

Comment expliquez-vous que Colette Giudicelli soit devenue sénatrice?

Je suis estomaqué qu'elle ait obtenu ce poste. Mais c'est grâce à la parité.

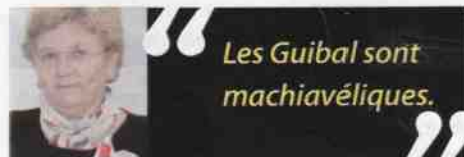
Qui a le plus d'influence? Guibal ou sa femme, Colette Giudicelli?

Aux yeux du public, Guibal est un peu dominé. Mais en vrai, Guibal est malin, car il passe pour le soumis alors que ce n'est pas vraiment le cas...

Vous dites que Guibal profiterait d'avantages en nature?

Les frais de Guibal sont justifiés comme étant des frais de « protocole ». Or, le chef du protocole, Leonelli, est le frère d'un adjoint d'Estrosi. Un jour, je lui ai demandé si cela ne le gênait pas de signer les factures de cigares, de pressing, de chauffeur, etc. Il m'a répondu que non. ■

Danielle Vassalo Employée de mairie



Les Guibal sont machiavéliques.

Danielle Vassalo a travaillé à la mairie de Menton de 1964 à 2004. Elle raconte...

Entrevue: Vous avez été victime de harcèlement?

Danielle Vassalo: Oui. En 1992, on me fait remettre par ma pire ennemie, M^{me} Pironi, une note de service dans laquelle on m'informe que je suis mutée à la caserne des sapeurs pompiers. Mais il n'y avait aucun travail, c'était dans un garage fermé sans fenêtres, sans lumière. C'était ma punition.

Pourquoi?

Les Guibal sont machiavéliques. Je gênais car je savais trop de choses. Par exemple, ils avaient besoin de garder mon mari, qui a été chauffeur de 1989 à 2005. Et pour cela, il fallait qu'ils se débarrassent de moi. Mon

mari travaillait la nuit, et il a perdu la boule. Pour moi, Guibal nous a fait séparer. Et plus tard, un médecin de la mairie est même allé jusqu'à vouloir me faire passer pour folle. Il voulait que je quitte la mairie.

Pourquoi tant d'acharnement?

Je gênais car j'appartenais au syndicat FO. En 1995, on a donné des consignes à mon sujet : « Ne lui donnez rien à faire, mettez-la dans un coin sans téléphone. » Aux élections de 1995, j'ai pris parti pour l'adversaire. Le lendemain, on m'a mis à la voirie et à l'entretien et la surveillance des toilettes publiques. En 1997, j'ai eu un accident du travail avec responsabilité de la ville. Ils ne voulaient pas faire de déclaration. Je suis restée trois ans sans être payée.

Il y a eu d'autres victimes?

Oui, par exemple, monsieur Torres, qui travaillait à la mairie aussi. Pour le faire craquer, ils lui ont demandé de décoller des chewing-gums dans la rue piétonne. Il a eu un malaise cardiaque. Il a failli mourir.

Vous n'avez pas porté plainte?

Ce qui m'a sauvée, c'est que j'appartenais à un syndicat, Force Ouvrière. J'ai obtenu 30% de rente d'invalidité pour cause de harcèlement moral. ■



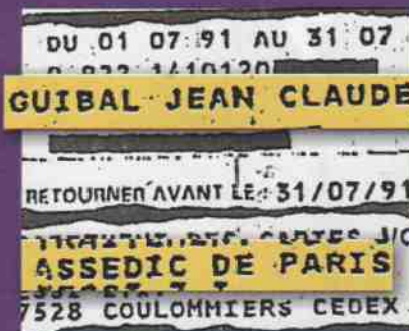
1 Les cigares. > Amateur de cigares, J-C Guibal envoie très régulièrement son chauffeur lui acheter trois de ses barreaux de chaises : des Partagas numéro 4 à 11,90 €, réglés sur les frais de protocole. Soit un coût de 250 000 euros environ pour le contribuable depuis le début de son mandat en 1989. ■



2 Prémption. > Les frères Ariano sont imprimeurs. À la retraite, ils cèdent leur commerce pour 350 000 euros à Stéphane Cherki, maire d'Eze, et probable concurrent du maire aux prochaines législatives. Pour éviter que cette imprimerie passe « à l'ennemi », les Guibal préemptent le bâtiment pour 200 000 euros, empêchant ainsi la vente. ■



3 Au garde à vous. > Les époux ont su imposer une certaine rigueur et une discipline de fer aux employés municipaux ! Si bien que lorsqu'ils entrent dans une pièce à la mairie, les employés se lèvent et se tiennent au garde à vous pour honorer ceux qui sont surnommés le « Prince et la Princesse de Menton ». ■



4 Faux Chômeur. > En 1991, Jean-Claude Guibal, alors maire de Menton, touchait des indemnités mensuelles versées par les Assedic qui représentaient quatre fois le smic. Ironie du sort, il y a quelques mois, Colette Giudicelli a été chargée par le Sénat d'un rapport sur le RSA. ■

Gérard Hugon Collaborateur



Je regrette de ne pas avoir ouvert les yeux avant.

Gérard Hugon a été collaborateur au cabinet du maire de Menton de 1999 à 2009, au service de Guibal.

Entrevue : Quel était votre rôle ?

Gérard Hugon : J'étais chargé de mission, afin d'aider en période pré-électorale les élus à être réélus. Les derniers temps, Guibal et Giudicelli avaient moins de suffrages, ils me demandaient d'intensifier mon action sur le terrain, notamment auprès des employés de la mairie.

Afin d'influencer le résultat des élections ?

Oui, à titre d'exemple, entre les deux tours des municipales, on consultait les listes électorales. On regardait qui n'allait pas voter. Si c'était des amis, on les appelait. On regardait aussi les gens à qui on avait rendu des services, et on leur laissait entendre

qu'il serait préférable pour tout le monde de voter au second tour...

Le bruit court que Guibal se payait des cigares grâce aux fonds de la mairie...

Je l'ai toujours connu fumer deux à quatre cigares par jour. Ces cigares se trouvaient dans son bureau, dans une boîte prévue à cet effet dans son véhicule, à la villa de réception ou dans sa mallette lors de ses déplacements. C'est principalement son chauffeur, voire les employés du service protocole de la mairie de Menton, qui le ravitaillaient. Pour ce faire, ils se rendaient à Nice à la civette Flamme et fumée, avec un véhicule municipal et en empruntant l'autoroute.

Ça représente beaucoup ?

Trois cigares par jour en moyenne. Un cigare coûte environ 10 à 12 euros, je vous laisse faire le calcul depuis le début du mandat de Jean-Claude Guibal en 1989.

Il y avait d'autres abus ?

Cette histoire de cigares n'est qu'une toute petite partie des questions que je me pose aujourd'hui. En étant un peu plus attentif et en regardant en arrière je m'interroge aussi sur la surveillance des agissements privés de Monsieur Giraudet via son téléphone de fonction, la mise à disposition

quotidienne par le service protocole, des boissons (vin et autres) dans le réfrigérateur du maire, mais aussi sur l'utilisation des véhicules de fonction, sur l'utilisation de la villa de réception, etc. Je pense que seule une enquête réalisée par la chambre régionale des comptes auprès de qui je me tiens à disposition pourra faire la lumière sur ces différents sujets.

Vous avez été licencié en 2008. Pourquoi ?

En 2008, j'ai eu une intervention chirurgicale assez grosse. Je suis revenu et j'ai appris que mon contrat était résilié. La fonction que j'exerçais était en partie occupée par Céline, la fille de Colette Giudicelli...

Comment avez-vous réagi ?

Le 31 décembre 2008, j'ai été convoqué par Guibal et Giudicelli pour mettre fin à ma collaboration. J'ai dit qu'avec tout ce que j'avais vu, il était maladroit de se séparer de moi. Giudicelli m'a dit : « si vous voulez, vous revenez demain... » J'ai refusé.

Comment vous jugez la situation avec du recul ?

Je regrette de ne pas avoir ouvert les yeux avant. L'attitude inadmissible de Guibal et Giudicelli m'a permis de prendre du recul, une fois parti seulement... ■

Giudicelli : main basse sur Menton

Thénardier de la French Riviera.



5 Affaire de famille. > À Menton, la ville est gérée en famille. Outre le couple Guibal, la fille de madame serait directeur de cabinet de monsieur le maire. De même, son compagnon est attaché au cabinet du maire. Ce qui représente des revenus mensuels supérieurs à 40 000 euros pour la famille Guibal-Giudicelli... ■



6 Station d'épuration. > En 1992, Jean-Claude Guibal lance la construction d'une nouvelle station d'épuration, dont le coût s'élève à 9 millions d'euros. Mais la facture explose et au final, 16 millions d'euros sont versés. Une plainte déposée au Tribunal administratif sera classée sans suite. ■



7 Mandats. > Jean-Claude Guibal et Colette Giudicelli sont de véritable cumulards. Lui détient trois mandats et elle, deux. Les indemnités découlant de ces responsabilités sont confortables, puisqu'ils percevraient chacun 18 000 euros mensuels, avec une mise à disposition de 9 000 euros par mois incluse. Très attractif ! ■



8 La maison. > En 2000, les époux Guibal acquièrent un terrain non constructible à Menton. Le maire y amène le tout à l'égout et obtient un permis de construire pour sa villa. Une plainte est déposée. Après dix ans de procédure, le juge admet des irrégularités. Mais la prescription empêche toute sanction contre Guibal. ■

René Vestri Sénateur-maire



“ Guibal et Giudicelli, je les méprise. ”

René Vestri, maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat, dresse un portrait sans concession du couple Guibal.

Entrevue : Connaissez-vous le couple Guibal-Giudicelli ?

René Vestri (sénateur-maire de Saint-Jean-Cap-Ferrat) : Oui, Bien sûr. Colette Giudicelli est une autodidacte, mais elle et son mari n'ont jamais travaillé. Les Guibal ne vivent que d'argent public. Moi, j'étais entre-

“ Les Guibal ne vivent que d'argent public ”

preneur de travaux public, j'avais une entreprise de raccordement téléphonique et j'ai possédé une entreprise de transport par conteneurs. 150 personnes travaillaient

pour moi. L'argent que je possède est celui que j'ai gagné à la sueur de mon front depuis que j'ai l'âge de douze ans. C'est loin d'être le cas de « la guêpe » et du « bulot », les surnoms que je leur ai donnés...

Quels sont vos rapports avec eux ?

Guibal et Giudicelli, je les méprise et les ignore. Récemment, « la guêpe » (Colette Giudicelli, *ndlr*) m'a traité de mafieux, parce qu'elle affirmait que je travaillais avec un certain Tagliamento. Mais contrairement à elle, je ne connais pas cet individu. Lorsqu'il y a eu l'affaire du casino de Menton à la fin des années 80, ce Tagliamento a affirmé avoir donné de l'argent à Jean-Claude Guibal et Colette Giudicelli. L'affaire n'a jamais abouti mais n'a même pas commencé !

En France, c'est le couple de politiques qui cumule le plus de mandats...

Effectivement, ils en comptent cinq à tous les deux. Et ce n'est pas fini ! « La guêpe » envisage la présidence du conseil général. Elle a même constitué un dossier pour mettre en l'air Estrosi.

Que pensez-vous de la légion d'honneur obtenue par Colette Giudicelli ?

Alain Marleix, secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Collectivités territoriales, lui avait

promis la légion d'honneur en 2004, mais elle lui avait été refusée car sa moralité était douteuse. Elle l'a toutefois obtenue en 2008. Elle lui a été remise au Sénat, mais sans Gérard Larcher, le président. Pour fêter l'événement, Guibal et Giudicelli voulaient organiser une soirée à la villa Maria Serena. Cette superbe propriété est un don fait à la mairie de Menton, à l'époque où Francis Palmero en était le maire, entre 1953 et 1977. C'est devenu le lieu de réception de Jean-Claude Guibal et Colette Giudicelli. N'est-ce pas une prise illégale d'intérêts ? ■

L'homme qui dérange...



Depuis vingt ans, Claude Cercelletti est le poil à gratter du couple Guibal-Giudicelli. Cet opposant a créé mentonnais.org, un site qui dénonce en détail les irrégularités dans la gestion de la mairie. Comme tant d'autres, Claude Cercelletti a subi des pressions de la part de Jean-Claude Guibal et Colette Giudicelli : ordures déversées sur son balcon, son fils passé à tabac... Malgré tout, il poursuit son combat avec courage et détermination.

www.mentonnais.org